

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000470 – MDE 14/008/00EXTRA 219/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

DÉTENTION AU SECRET / CRAINTES DE TORTURE / EXPULSION FORCÉE / CRAINTES DE RENVOI FORCÉ

IRAK / KURDISTAN
IRAKIEN

Muayad]	Membres du comité exécutif du Parti communiste des
AhmadAmjad]	ouvriers irakiens (PCOI)
GhafurAbdullah]	Membres du PCOI
MahmudAmmar]	Dirigeante de l'Organisation des femmes
SharifYusuf]	indépendantes
Mohammad]	Ressortissant iranien
Azad AhmadAwara]	
MajidNajalTaha]	
Baha al DinKawa]	Ressortissants iraniens
AbdullahAmanj]	
Othman]	
Nasik Ahmad (f)		
Arsh Baqri		
Et de nombreuses autres personnes]	
<u>Personnes</u>]	
<u>tuées : Omid</u>		
<u>NikbinSadiq Nikbin</u>		

Londres, le 19 juillet 2000

De très nombreuses personnes, dont une grande partie sont des femmes, ont été interpellées dans la zone du Kurdistan irakien sous le contrôle de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). L'endroit où se trouvent ces personnes est à présent inconnu, et Amnesty International craint qu'elles puissent être victimes d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitement.

Parmi les personnes arrêtées se trouvent de nombreux membres du Parti communiste des ouvriers irakiens (PCOI), parti d'opposition, et de l'Organisation des femmes indépendantes, qui protestaient contre des actes de persécution présumés de la part de l'UPK. Selon les informations recueillies, l'UPK aurait coupé en juin dernier l'électricité et l'eau des bureaux des deux organisations, et leur aurait demandé de mettre un terme à toutes leurs activités politiques et de quitter la zone du Kurdistan irakien contrôlée par l'UPK.

Le 13 juillet, des manifestants protestant contre ces mesures ont été arrêtés alors qu'ils tentaient d'atteindre le ministère de l'Intérieur à Sulaymaniyah, capitale de cette zone. Des interpellations plus nombreuses encore ont eu lieu dans la ville de Ranya, où 30 membres et sympathisants du PCOI seraient détenus au secret.

Le lendemain, quatre membres du PCOI, Abdul Basit Muhsin, Mohammad Mustafa, Ibrahim Mohammad Rostam et Hawri Latif, ont été tués, alors que, semble-t-il, les forces de sécurité de l'UPK auraient fait feu sur leur voiture. Le même jour, deux ressortissants iraniens, Omid Nikbin et Sadiq Nikbin, membres du Parti communiste des ouvriers iraniens, ont été tués par des hommes de l'UPK. Les circonstances de leur mort restent floues, cependant Amnesty International craint qu'ils n'aient été victimes d'une exécution extrajudiciaire. Selon certaines sources, un autre ressortissant iranien, Arsh Baqri, aurait été blessé et serait à présent détenu dans les locaux de l'UPK. Amnesty International craint qu'il puisse être contraint de retourner en Iran, où il serait exposé à des violations graves des droits humains.

Trois membres dirigeants du PCOI sont retenus en otage au siège de l'UPK à Sulaymaniyah depuis le 16 juillet : cet acte aurait manifestement pour but de faire pression sur tous les autres membres du PCOI afin qu'ils évacuent la zone contrôlée par l'UPK. Selon les informations recueillies, Tahar Hassan, Saman Karim et Fuad Sadiq auraient entamé des négociations avec l'UPK.

Le 19 juillet, 17 membres du comité exécutif du PCOI, leurs familles ainsi que de nombreux autres membres de ce parti auraient, semble-t-il, été expulsés de leurs domiciles de Sulaymaniyah. Ils seraient en route vers la ville d'Arbil, située dans une région du Kurdistan irakien sous le contrôle du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Selon certaines sources, ces expulsions visaient à mettre un terme aux activités politiques du PCOI.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, le Kurdistan irakien est sous le contrôle des deux principaux partis politiques kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui contrôlent deux zones bien distinctes et ont instauré leur propre forme de « *gouvernement* ».

Jusqu'à présent, l'opposition politique a toujours été tolérée. Le PCOI est né en 1993 de la fusion de quatre groupuscules communistes. Ses activités sont restées limitées en raison de la pression exercée sur ce parti de la part du PDK aussi bien que de l'UPK.

Selon les informations reçues, trois membres du PCOI ont été arrêtés en février 2000 à Sulaymaniyah pour avoir accusé publiquement l'UPK d'avoir truqué des élections locales et pour avoir critiqué les mesures de sécurité prises par l'UPK durant les élections. L'UPK a déclaré que ces trois hommes avaient été interpellés pour avoir « *provoqué des troubles et incité d'autres personnes à prendre part à des troubles, collecté des fonds de façon illégale et formé des comités et des organisations visant à réunir des fonds en dehors des procédures prévues et sans autorisation* ». Ils ont été remis en liberté sans avoir été inculpés en avril 2000.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/telex/fax/lettre exprès/lettre par avion (en anglais, en arabe ou dans votre propre langue) :

- demandez à connaître les noms et les lieux de détention de toutes les personnes interpellées dans le cadre des manifestations contre l'UPK qui ont lieu depuis le 13 juillet ;
- cherchez à obtenir l'assurance que ces personnes sont traitées avec humanité et peuvent régulièrement consulter un avocat, recevoir la visite de membres de leur famille et bénéficier de soins médicaux si leur état de santé l'exige ;
- demandez instamment la libération immédiate de ces personnes, leurs activités non violentes constituant l'unique motif de leur détention ;
- demandez instamment que soit menée une enquête complète et approfondie sur la mort d'Abdul Basit Muhsin, Mohammad Mustafa, Ibrahim Mohammad Rostam, Hawri Latif, Omid Nikbin et Sadiq Nikbin, et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- demandez instamment qu'il soit mis fin à l'expulsion des membres et des sympathisants du PCOI ainsi que de leurs familles, et que les personnes déjà expulsées soient autorisées à rentrer chez elles ;
- cherchez à obtenir l'assurance que toute personne qui serait exposée à des violations des droits humains ne sera pas renvoyée contre son gré dans des zones contrôlées par les autorités irakiennes.

APPELS À :

Président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) :

Jalal Talabani
President
Patriotic Union of Kurdistan (PUK)
Sulaimaniya, Kurdistan
Irak

Télégrammes : President, Patriotic Union of Kurdistan,
Kurdistan, Irak

Formule d'appel : *Dear Mr Talabani*, / Monsieur le
Président,

Jalal Talabani
c/o PUK United Kingdom
First Floor, 5 Glasshouse Walk,
Vauxhall
London SE11 5ES
Royaume-Uni

Fax : 44 171 8400630

Formule d'appel : *Dear Mr Talabani*, / Monsieur le Président,

Jalal Talabani
c/o PUK USA
444N. Capitol Street, NW, Suite 837
Washington D.C.
États-Unis

Fax : 1 202 6372723

Formule d'appel : *Dear Mr Talabani*, / Monsieur le Président,

COPIES au bureau de représentation de l'UPK dans votre pays, s'il en existe un.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 30 AOÛT 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.